

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle environnement
et installations classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 1518 de mise en demeure

**Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL
à GONESSE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU le règlement (CE) N° 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/91/CE du Conseil ;

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 février 2000 autorisant la Société REISCH SA à exploiter une installation de traitement de surfaces – 2, Rue des Frères Montgolfier sur le territoire de la commune de GONESSE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 décembre 2009 fixant pour la Société REISCH SA les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances pour le site qu'elle exploite à GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier ;

VU la lettre préfectorale du 19 novembre 2010 prenant acte de la succession de la Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL (P.I.M) à la Société REISCH SA pour l'exploitation des installations situées à GONESSE ;

VU la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2012 transmise par la société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL au service de l'inspection des installations classées le 25 février 2013 ;

VU la demande faite par le service de l'inspection des installations classées le 10 avril 2013 à l'exploitant afin qu'il apporte des compléments et des corrections à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2012 ;

VU le courriel de relance du 25 mai 2013 adressé à la société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL par le service de l'inspection des installations classées et les contacts téléphoniques concernant les compléments et les corrections à apporter à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2012 ;

VU le rapport établi le 25 juin 2013 par le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France proposant de mettre la Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL (P.I.M) en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets susvisé ;

CONSIDERANT l'absence de réponse de l'exploitant malgré la demande effectuée le 10 avril 2013, le courriel de relance du 25 mai 2013 et les appels téléphoniques du service de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets précité ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL (P.I.M) de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets susvisé ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Société PERRIEN INDUSTRIE MONTREUIL est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 2, Rue des Frères Montgolfier à GONESSE, de respecter, **dans un délai de HUIT JOURS à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, en apportant les compléments et les corrections nécessaires à sa déclaration GERE au titre de l'année 2012.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de GONESSE pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction départementale des territoires – service agriculture – forêt et environnement – pôle de l'environnement et des installations classées.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Maire de GONESSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

– 2 AOUT 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Jean-Noël CHAVANNE

